

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRASSERIE GOUDALE

AVENUE ISAAC NEWTON
ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA
62510 ARQUES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BRASSERIE GOUDALE
(ex LES BRASSEURS DE GAYANT)_Arques_0007006604\2_Inspections\2024 11 12 CI eau
Code AIOT : 0007006604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement BRASSERIE GOUDALE implanté AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 ARQUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de visites d'inspection 2024 de la DREAL Hauts de France.

Elle est réalisée de manière inopinée et porte sur le contrôle des rejets de la station d'épuration interne de l'établissement.

Elle fait suite à une première visite d'inspection du 18 juin 2024 sur la même thématique au cours de laquelle l'Inspection avait constaté plusieurs non-conformités. Le prélèvement n'avait pas pu être réalisé en raison de l'absence de rejets à cette date.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRASSERIE GOUDALE
- AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007006604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Brasserie Goudale est autorisée par arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 à produire, sur la zone d'activité de la Porte multimodale de l'Aa, sur la commune d'Arques (62), 2 000 000 hl de bière par an, soit 625 000 l/j en moyenne pour une capacité maximale de production de 700 000 l/j. Les principales activités de la société sont la fabrication de bière et le conditionnement en bouteilles ou en boîtes. Le processus de fabrication et de conditionnement de la bière est composé de 5 grandes étapes : le brassage, la fermentation, la garde, la filtration et le conditionnement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.6.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 10.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.2.2.	Sans objet
2	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.5.	Sans objet
4	VLE – température et pH	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.7.	Sans objet
5	VLE – débit et autres polluants	Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.9.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à jour ses plans de réseaux d'eaux et présenté des conventions de déversement validées.

Il a lancé un calage de son autosurveillance le jour du contrôle inopiné, pour lequel les résultats sont à transmettre à l'inspection sous un délai de 15 jours.

Cependant, il n'a pas mis en conformité son ouvrage de rejet . Un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé en Préfecture.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux – ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les principaux ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 18 juin 2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas de plan des réseaux à jour et exhaustif. En réponse au rapport d'inspection du 26 août 2024, l'exploitant a transmis par courriel du 9 septembre 2024 des plans de réseaux : l'un concerne l'eau de ville et l'eau de forage, un second pour le réseau d'eaux usées, un troisième pour les eaux vannes et un dernier pour les eaux pluviales. Le jour de la visite du 12 novembre 2024, l'Inspection note qu'un plan de l'ensemble des réseaux

est disponible à l'accueil du site, prêt à être communiqué aux services du SDIS et de la DREAL.

Au regard des aménagements en cours du site (nouvelles cellules de stockage, modifications des volumes de confinement des eaux d'extinction...), il conviendra de mettre à jour les informations portées sur ces plans (fossés périphériques, bassin unique, organes de sectionnement, ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Effluent N° 1

Débit maximal journalier (1100 m³/j)

Exutoire du rejet : Réseau de collecte des eaux de la Porte Multimodale de l'Aa

Milieu naturel récepteur : Canal de Neuffossé

Conditions de raccordement : Arrêté d'autorisation et convention de déversement

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 18 juin 2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne disposait d'aucune convention de déversement signée pour les rejets de son établissement (Eaux pluviales et rejets de la station d'épuration).

Par courriel du 9 septembre 2024, l'exploitant présente une convention référencée 499-24-PT/CM du 30 août 2024 établie entre la société BRASSERIE GOUDALE et la COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION du PAYS de SAINT OMER (CAPSO). Ce document détaille les conditions de rejet des effluents de la station d'épuration de la brasserie Goudale vers le réseau d'eaux pluviales de la CAPSO.

Demande n°1 - Les documents annexes 2 et 3, à savoir le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux et le synoptique de la station d'épuration, ne sont pas joints. Ils seront à transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.6.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un point de prélèvement d'échantillons et de mesures aisément accessible qui permette le respect des normes relatives à l'échantillonnage et à l'analyse des eaux résiduaires ICPE.

Lors de la présente visite du 12 novembre 2024, l'Inspection constate que l'aménagement de l'ouvrage de rejet n'est toujours pas réalisé.

L'exploitant explique que des contacts ont été pris auprès des société Endress Hauser et Sigma mais qu'aucune décision n'a été actée à ce jour.

Non-conformité n°1 - l'exploitant ne dispose pas de point de prélèvement d'échantillons et de mesures aisément accessible qui permette le respect des normes relatives à l'échantillonnage et à l'analyse des eaux résiduaires ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : VLE – température et pH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.7.

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : 30 °C

pH : compris entre 6 et 8,5

[...]

Constats :

Le rapport SGS du contrôle inopiné du 27/11/2024 référencé "rapport n°MS24-04404 - GOUDALE - Novembre 2024" rapporte que les effluents respectent une plage de température sur 24H comprise entre 21,2°C et 25,8°C, soit une température inférieure à 30°C.

En ce qui concerne le pH, il précise que les effluents ont un pH compris entre 7,8 et 8,2 sur la durée de 24H du contrôle inopiné, soit un pH compris dans la fourchette réglementaire [6 -8,5].

Les effluents ont des valeurs de pH et de température conformes aux VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE – débit et autres polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 4.3.9.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Effluent N°1 - effluent en sortie de station de traitement interne au site :

Débit 1100 m³ / jour [...]

Valeurs limites autres polluants :

Paramètre	Concentration sur 24H (en mg/l)	Flux maximal journalier (en kg/j)
MES	35	38,5
DCO	100 (BREF FDM)	137,5
DBO5	25	27,5
Azote global	10	11
Phosphore total	1	1,1
Plomb	0,5	0,55
Nickel	0,5	0,55

Constats :

Le rapport SGS du contrôle inopiné du 27/11/2024 référencé "rapport n°MS24-04404 - GOUDALE - Novembre 2024" rapporte un volume de rejet de 662,8 m3 sur 24H pour une valeur limite fixée à

<p>1100 m3/jour.</p> <p>Par relève de compteurs sur la même période que le contrôle inopiné, l'exploitant avance un débit de 693 m3, valeur en cohérence avec celle enregistrée par l'organisme agréé.</p> <p>La valeur de débit journalier maximale est respectée. L'ensemble des résultats des paramètres contrôlés met en évidence un respect des valeurs limites tant en concentration qu'en flux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures comparatives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2005, article 10.1.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Oltre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'Environnement.</p> <p>Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'Inspection du 18 juin 2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne réalise pas de calage de son autosurveillance annuellement.</p> <p>Au jour de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant n'a pas encore réalisé son calage au titre de l'année 2024. Néanmoins, l'Inspection a autorisé l'exploitant à réaliser celui-ci à l'occasion des contrôles inopinés (cf. rapport d'inspection du 26 août 2024).</p> <p>Aussi, l'exploitant lance un prélèvement simultané à celui du laboratoire mandaté par l'Inspection en vue de la transmission de son échantillon à son laboratoire agréé.</p> <p>Demande n°2 - L'exploitant transmettra à l'Inspection sous un délai de 15 jours une présentation</p>

des résultats du calage accompagnés des justifications nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours